



Lettre n° 4 du 4 mars 2010

## EDITORIAL

Madame, Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver ci-après le **numéro 4 de la «LETTRE AUX ELUS»**, qui, il convient de le rappeler, n'émane d'aucun parti politique et a pour objectif de donner un éclairage catholique sur les événements qui affectent la société française. Il va dès lors de soi que ce regard porté sur ces événements ne saurait être influencé par des considérations partisans ou sectaires entravant **le respect de la vérité**.

Une nouvelle fois, cette lettre se devait de coller à l'actualité. Un séminaire gouvernemental vient en effet de mettre une inflexion, le 8 février dernier, à un **débat** assez confus, il faut en convenir, **sur l'identité nationale**, lancé par M. E. BESSON, ministre de l'Immigration.

Hostiles à ce procédé, somme toute, démocratique, certaines voix, toujours les mêmes, ont dénoncé ce débat, qui, selon elles, serait «malsain», «inutile» «nauséabond» etc...

L'équipe rédactionnelle de la Lettre, qui se fonde non seulement sur de récentes enquêtes d'opinion - selon lesquelles **une très large majorité de français estiment qu'il existe une identité nationale française mais considèrent que celle-ci est menacée** - mais encore sur la perception qu'ont, de l'état d'esprit de la «majorité silencieuse», de très nombreux hommes ou femmes politiques, chroniqueurs ou essayistes, est au contraire convaincue que dans une démocratie, ce débat est une obligation envers cette majorité.

A fortiori dans un pays dont, entre autres, **les plus hauts dignitaires, ainsi que l'hymne national peuvent être, et de manière répétée, hués dans un stade français par des individus d'origine étrangère venus en masse soutenir une équipe étrangère !**

Lors de la campagne qui a précédé le référendum sur le projet de traité de constitution européenne - ledit projet ayant été rejeté par une majorité de français (comme de néerlandais)<sup>2</sup> - quelques hommes politiques français, M. MOSCOVICI, en particulier, ont insisté sur le fait que «l'Europe n'était pas un club chrétien».

Mais si ce n'est pas un club chrétien, qu'est-ce au juste que l'Europe et qu'est-ce plus particulièrement que la France, dont le vendéen, «le tigre», «le père la victoire», le radical G. CLEMENCEAU a dit en 1918 : **«La France hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de la liberté, toujours soldat de l'idéal»** ? Sur le territoire où nous vivons, se sont en effet sacrifiés **pour leur liberté, comme pour leur identité, mais aussi souvent pour leur foi, tant d'hommes et de femmes** : du prince arverne Vercingétorix offrant sa vie à César pour sauver celle de son peuple, aux poilus de 14/18, en passant par Jeanne «la bonne Lorraine que les anglais brûlèrent à Rouen» - personnages sous l'ombre desquels nous nous sentons à la fois bien petits mais néanmoins raffermis.

Avec l'entrée en vigueur du «Traité de Lisbonne» qui consacre la perte des pouvoirs régaliens des Etats-membres de l'UE, **la France serait-elle condamnée à ne devenir qu'une espèce de terrain de chasse pour prédateurs de tous poils et notamment de l'emblématique «World company»<sup>3</sup> des «guignols de l'info» sur «Canal Plus» ?**

Je ne le crois pas et je suis convaincu que si vous, Madame ou Monsieur le Maire, lisez cette lettre, la quatrième du genre, c'est que vous êtes également convaincu que **la sauvegarde de notre identité nationale est indissociable de celle de notre liberté**.

Eu égard à l'importance majeure de la question de **l'identité nationale et des menaces qui pèsent sur elle, selon une majorité de nos compatriotes**, cette Lettre aux Elus sera un peu plus étoffée que les précédentes.

L'équipe rédactionnelle estime en effet qu'il est utile aux élus, qui sont les garants du bien commun à l'échelon local, que **cette lettre s'attarde sur lesdites menaces**, sur lesquelles, procédant à la manière d'une revue de presse, elle s'est, en grande partie, **bornée à citer des auteurs avertis**.

Au nom de cette équipe, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur le Maire, l'expression de ma haute considération.

François BURLE

<sup>1</sup> Quand bien même on objecterait que c'était une autre époque (1908), on imagine aisément comment eut non seulement rugi mais réagi devant ce suprême affront «le tigre» G. CLEMENCEAU, qui, lorsqu'il était Président du Conseil, n'a pas hésité à se proclamer, mais aussi à prouver, qu'il était le «premier des flics» !

<sup>2</sup> Comme on a pu le constater à l'occasion de l'adoption du «Traité de Lisbonne», dans l'écrasante majorité des Etats-membres, les citoyens n'ont pas pu s'exprimer dans le cadre d'un référendum; ce sont donc les parlementaires qui ont tranché.

<sup>3</sup> «La firme mondiale» en français.

# L'IDENTITE NATIONALE FRANCAISE

## I. L'IDENTITE NATIONALE FRANCAISE : EST-CE UN MYTHE ENTRETENU PAR QUELQUES «NOSTALGIQUES XENOPHOBES» ? DEBATTRE DE CETTE IDENTITE, SERAIT-CE «INUTILE ET NAUSEABOND» ?

Si l'on en juge par ce qui suit, la réponse est négative :

*«Une enquête (TNS Sofres) commandée par l'Etat montre que **76% des sondés estiment qu'il y a une identité nationale française** qui, pour **65%**, a tendance à «s'affaiblir» à cause de la perte des valeurs, de l'immigration, de raisons politiques, de la diversité culturelle et ethnique et de raisons religieuses. Pour un débat inutile et nauséabond, cela fait beaucoup de sujet évacués au nom des bonnes manières.»*

(extrait de l'article d'Ivan ROUFIOL, intitulé «Ces démocrates qui n'aiment pas le peuple» dans «Le Figaro» du 12 février dernier)

De même, dans un article publié le 9 février dernier, le quotidien «Le Soir» (centre-gauche) de Bruxelles constatait qu'«**une large majorité de français estiment que leur identité nationale est bel et bien menacée**».

Il ressort par ailleurs de la dernière édition de «la France à travers ses valeurs», vaste enquête réalisée de mai à août 2008 auprès d'un échantillon de trois mille français métropolitains de tous milieux, que les français semblent privilégier des valeurs dont on nous avait assurés dans un passé relativement proche qu'elles étaient vouées à la disparition : la famille, le travail et **le sentiment de fierté nationale que partagent 90% des sondés**, ainsi que la confiance en des institutions naguère décriées, comme l'armée et la police.

Ce sont sans doute ces éléments objectifs qui avaient incité le Président Nicolas SARKOZY à la création d'un ministère de «l'Immigration, de l'Intégration, de l'identité nationale et du Développement solidaire».

Son titulaire, M. Eric BESSON, a lancé en octobre dernier, un **débat public sur la question de l'identité nationale**.

On ne peut pas dire que ce débat ait brillé par sa qualité, par la représentativité et les compétences spécifiques des intervenants les plus «médiatisés» ou par la place accordée à ceux qui se présentent précisément comme les plus attachés à la défense de cette identité nationale.

A l'issue d'un séminaire gouvernemental qui s'est achevé le 8 février dernier et qui marque l'inflexion donnée à ce débat, le gouvernement a adopté différentes mesures à caractère symbolique ; suffiront-elles à renforcer ou à créer, selon le cas, le sentiment d'appartenance à une même communauté ?

## II. COMMENT DEFINIR CETTE IDENTITE NATIONALE ?

*«C'est très bien qu'il y ait des français jaunes, des français noirs, des français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France. Nous sommes avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne»*

(Propos tenus par le G<sup>ral</sup> de GAULLE le 5/3/1959 - A. PEYREFITTE dans son livre «C'était De Gaulle» Tome 1, 1994, p.52 ).

C'est encore objectivement une réalité s'agissant d'une majorité de français, mais vous admettez que ce n'est pas suffisant pour distinguer une spécificité française au sein du concert européen, étant donné que nos voisins européens répondent également pour l'essentiel à ce signalement. C'est donc qu'il faut chercher ailleurs pour isoler l'identité nationale française.

L'identité nationale c'est «*Le souvenir des grandes choses que nous avons faites ensemble...*» (Ernest RENAN). C'est également vrai, mais est-ce cependant suffisant comme élément distinctif ?

L'identité nationale, c'est ce qui fait l'âme d'un peuple, ce qui le caractérise et le différencie des autres. Personne ne contestera que sous quelque latitude que ce soit sur la planète, toutes les sociétés humaines - depuis les plus frustes communautés tribales, jusqu'aux civilisations les plus sophistiquées, dont la société occidentale, jusqu'aux grands soubresauts du XIX<sup>ème</sup> siècle - ont donné au sacré la place centrale.

Indispensable lien social selon le sociologue DURKHEIM, modérateur de la violence pour le philosophe R. GIRARD, le sacré, la religion catholique en l'occurrence, fit partie intégrante de la vie privée comme de la vie publique française pendant 16 siècles et que nous le voulions ou pas, l'empreinte de la religion de nos aïeux est encore tenace, sinon dans nos coeurs, du moins dans notre quotidien et notre environnement.

Notre identité nationale, cela est difficilement réfutable, doit beaucoup notamment à **Cluny**, à **Cîteaux** et à leurs nombreuses fondations dont les membres ont largement participé au défrichage du pays et ont sauvé ce qui pouvait l'être de la culture antique.

Notre identité ce sont nos églises, nos cathédrales mais aussi les humbles chapelles, les clochers, les croix des carrefours, les calvaires qui, ça et là, émaillent le paysage français; c'est aussi une toponymie très largement influencée par la religion catholique : on dénombre plus de 4.000 communes portant le nom d'un saint ! Ce sont aussi plusieurs fêtes du calendrier : Noël, Epiphanie, Pâques, Ascension, Pentecôte, Assomption, Toussaint etc...

Ce sont également les prénoms des français - qu'ils soient de vieille souche ou originaires d'autres pays - qui, dans une large proportion, sont encore ceux de saints et de saintes.

Mais je le répète, tout cela, nous le partageons largement avec la plupart de nos voisins européens. C'est ce qui explique d'ailleurs que les immigrés venus, depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, en si grand nombre, en particulier d'Italie, de Pologne, puis d'Espagne et du Portugal, se soient si rapidement intégrés dans la société française, donnant notamment à leurs enfants des prénoms en usage en France puis faisant leur, notre mémoire collective.

**La «petite différence», c'est indéniablement la prédilection particulièrement marquée pour la France dont Dieu a plusieurs fois fait preuve de manière éclatante, ce qui a valu à celle-ci le titre de «Fille aînée de l'Eglise».**

Que l'on songe à Ste Geneviève, qui en 451, alors que les Huns étaient sur le point de s'emparer de Paris, rendit courage à la population et s'occupa de son ravitaillement ou au **serment fait par Clovis** de se convertir au christianisme si le Dieu de son épouse lui donnait la victoire à Tolbiac ; c'est elle qui, **à plusieurs reprises**, a permis à notre pays **d'échapper à la domination étrangère**.

Au moment de la guerre de cent ans, une grande partie du pays était aux mains de l'occupant anglais et le dauphin, futur Charles VII, non seulement était isolé mais doutait même de sa légitimité pour pouvoir un jour monter sur le trône de France .

C'est Jeanne la Pucelle, humble bergère de Lorraine, qui, à Reims, rallume le flambeau, jadis allumé par St Rémi, **en remettant à Charles VII, au nom du Christ, dont elle a dûment prouvé être l'envoyée, la couronne de France, ce qui est un fait absolument unique dans l'histoire des nations**. La lecture des minutes du procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc convainc que la seule raison humaine ne peut expliquer ce que cette très jeune fille d'humble origine a pu réaliser.

**Comment réfuter** que la France soit née avec le baptême, dans la religion catholique de son épouse Clotilde, du franc païen Clovis et **que la religion chrétienne ait marqué le quotidien de la très grande majorité des français**, de la naissance jusqu'à la mort, **quasiment jusqu'à la première guerre mondiale**, hormis pendant la tourmente révolutionnaire ?

N'oublions pas la contribution éminente de nos paysans à l'identité nationale. Que seraient sans eux nombre de nos traditions multi-séculaires, notre gastronomie, nos paysages ?

### III. EST-IL LEGITIME DE VOULOIR PRESERVER CETTE IDENTITE NATIONALE ?

Au risque de provoquer chez vous, chère lectrice, cher lecteur, les mêmes réactions que celles qu'elle a déclenchées chez les anglais auxquels elle était destinée, **la réponse nous est donnée par Dieu lui-même, par la bouche de Jeanne d'Arc** :

*«Vous, Anglais, qui n'avez aucun droit sur ce royaume de France, le Roi des cieux vous ordonne et vous mande par moi, Jeanne la Pucelle, que vous quittiez vos forteresses et retourniez dans votre pays (.....)*

*Voilà ce que je vous écris pour la troisième et dernière fois, et n'écrirai pas davantage».*

*Signé Jésus Maria, Jeanne la Pucelle.*

Ce message provoqua, nous dit la médiéviste Régine PERNOUD<sup>4</sup>, une tempête de rires, de sarcasmes et d'injures dans le camp anglais. Et pourtant contre toute attente, ce qui paraissait absolument impensable se produisit : sous la conduite de Jeanne, 17 ans, des troupes françaises hétéroclites délivrèrent Orléans le 8 mai 1429, exactement comme Dieu l'avait indiqué à celle-ci.

Songeons en effet que **si la France était passée dans le giron anglais, les français auraient peu à peu perdu l'usage de leur langue** ; Un siècle après la mort de Jeanne d'Arc, sous le règne du souverain anglais Henri VIII - qui se sépara de l'Eglise catholique pour pouvoir divorcer, ils n'auraient eu d'autre choix, comme ce fut le cas pour le peuple anglais, qu'entre le reniement ou la persécution. Par ailleurs, il est vraisemblable que la France se serait considérablement appauvrie.

### IV. LES MENACES QUI PESENT SUR NOTRE IDENTITE NATIONALE

*(Celles identifiées par les français, selon les enquêtes d'opinions citées ci-dessus, ainsi que celles, venant tant de l'intérieur que de l'extérieur, mises en relief notamment par des présidents de la république, comme par des conseillers politiques, des universitaires ou des essayistes.)*

#### 1. A L'INTERIEUR DU PAYS :

*«Il est des heures graves dans l'histoire d'un peuple où sa sauvegarde tient toute dans sa capacité de discerner les menaces qu'on lui cache (...) il est de fait que cette Communauté - en dehors d'une politique agricole commune, d'ailleurs menacée - tend à n'être plus aujourd'hui, guère plus qu'une zone de libre échange favorable, peut-être aux intérêts étrangers les plus puissants, mais qui voue au démantèlement des pans entiers de notre industrie contre des concurrences inégales, sauvages ou qui se gardent de nous accorder la réciprocité. On ne saurait demander aux français de souscrire ainsi à leur asservissement économique, au marasme et au*

<sup>4</sup> in «J'ai nom Jeanne la Pucelle», Découvertes Gallimard

**chômage.** Dans la mesure où la politique économique propre au gouvernement français contribue pour sa part aux mêmes résultats, on ne saurait davantage lui obtenir l'approbation sous le couvert d'un vote relatif à l'Europe. (...). Nous lutterons de toutes nos forces pour qu'après tant de sacrifices, tant d'épreuves et tant d'exemples, notre génération ne signe pas, dans l'ignorance, le déclin de la patrie.

**Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'oeuvre avec sa voix paisible et rassurante. Français, ne l'écoutez pas. C'est l'engourdissement qui précède la paix de la mort. Mais comme toujours, quand il s'agit de l'honneur de la France, partout des hommes vont se lever pour combattre les partisans du renoncement et les auxiliaires de la décadence.**»

(Extrait de «l'appel de Cochin» lancé par le J. CHIRAC<sup>5</sup> le 6/12/78, cité dans «le coup d'état invisible» de J.C. BARREAU, ancien conseiller politique du Président MITTERRAND)

«Le doute vient d'en haut, il vient des élites, il vient du coeur même de l'état, de l'intérieur de ce qui a fait la France, qui l'a forgée, qui l'a portée à bout de bras. Le doute vient de **la pensée unique** qui est dans la politique, dans l'administration et dans les affaires, et **qui veut tirer un trait, qui veut passer à autre chose. Inlassablement, la pensée unique répète ses axiomes, indémontrés et indémontrables, d'impossibilité de la France, de l'Etat et de la République, d'impossibilité du progrès social, d'impossibilité d'une autre politique. Inlassablement, elle sert sa propagande avec tous les moyens de la propagande, avec toutes les techniques de la propagande, avec toute la langue de bois de la propagande. Ceux qui n'y croient pas font comme s'ils y croyaient, et à force, finissent par y croire un peu ... (.....)**»

A quoi bon ? Tout est joué ? **Non, l'histoire n'est pas finie (.....)** Pour verrouillé qu'il soit, le système de pouvoir actuel, avec ses citadelles et sa pensée officielle, n'est pas plus éternel que les autres. Jusqu'à présent, **sa force lui est venue de ce qu'il ne disait pas où il allait. Mais sa légitimité s'effondre au fur et à mesure que son projet de société se dévoile, que l'imposture intellectuelle et morale devient plus flagrante, que la distorsion entre ce qu'on ressent et ce qu'indiquent les chiffres officiels devient plus grande. La pensée unique bute sur les réalités économiques, sociales, humaines ... La conjoncture n'y peut rien. «On ne peut pas mentir tout le temps et à tout le monde...»»**

(in «L'étrange renoncement» d' H. GUAINO, ancien Commissaire au Plan ; actuellement, Conseiller spécial du Président SARKOZY ; 1998, Albin Michel)

## **A. Les dénigreur de l'identité nationale**

On connaît l'adage «on n'est jamais trahi que par les siens»  
L'historien Theodore ZELDIN, citoyen britannique mais bon connaisseur de notre pays et, quoique non économiste, invité par M. Jacques ATTALI à siéger dans la «Commission pour la libération de la croissance française», estime notamment que «la plus grande faiblesse de la France, c'est de s'auto-critiquer».

Ce jugement est notamment illustré par «**le profond mépris que les retraités de Mai 68, toujours prompts à donner des leçons de vertu<sup>6</sup>, manifestent envers le peuple.** Le sociologue Pierre-André TAGUIEFF commença par écrire un livre contre le racisme. Sa grande honnêteté lui fit ensuite dénoncer le mépris de classe qui dégouline d'un certain antiracisme<sup>7</sup>, **haine du peuple et haine de la France** ; cela lui valut une réputation sulfureuse. Politiquement incorrect, Taguieff, au pilori !

(.....) **Le courant soixante-huitard, s'il méprise le peuple, a trouvé d'autres messies : immigrés irréguliers, rebaptisés «sans-papiers»** par une merveilleuse invention linguistique<sup>8</sup>, ou marginaux de tout poil.

Son credo ? L'exaltation des droits absolus de l'individu. De fait, presque tous les cas individuels sont dignes d'estime. **Le culte de la marginalité** contribue encore davantage à marginaliser le peuple ordinaire assimilé aux «beaufs».

Cette célébration perpétuelle de la marginalité cache la réalité : **l'individualisme conduit à la loi de la jungle et au triomphe des riches et des puissants.** On conserve seulement **quelques bons pauvres, dont les sans-papiers maliens sont l'archétype**, pour nos nouvelles dames patronesses. Il y a pourtant en 1998, trente fois plus de chômeurs en France qu'en 1968 !»

(In «Le coup d'état invisible» de J.C. BARREAU, v. supra).

## **B. Une société décultivée, un peuple en voie de dépossession de son patrimoine culturel et spirituel**

«Je suis convaincu que la démocratie, déjà déclinante, sera anéantie par la trivialité médiatique qui ressemble à une mer qui monte. Là où je parle de trivialité, avec ses mots de philosophe Bernard Stiegler parle de «fracture esthétique» qui est pour lui «une fracture politique». Il précise : «**Et cette fracture politique est plus qu'une fracture dans la démocratie : c'est la menace de son effondrement sous les coups de boutoir de ce qu'il faut bien appeler une télécratie préparant une oligarchie.**» Une télécratie qui va nous noyer. Nous ne pourrions plus, nous ne saurons plus lui opposer ce qui, jusqu'ici, s'est appelé **goût, politesse, respect, honneur, courage.** Il n'y a plus de frein, plus aucune maîtrise de la vie intime par la raison, par la **bienséance**, par la grâce de l'**élégance.**

A écrire ces mots-là, j'entends déjà que l'on ricane dans les antichambres du pouvoir. Pourtant, **seule la déférence envers ces mots fonde la légitimité démocratique. Désormais, la vulgarité se porte en sautoir, elle est partout, et notre démocratie est frappée de cette Melancholia si bien illustrée par Dürer : la lie de**

<sup>5</sup> La loi VEIL dépénalisant l'avortement ainsi que «le regroupement familial», début de l'immigration de masse d'origine extra-européenne, ont vu le jour alors que M. CHIRAC était le Chef du gouvernement, sous le septennat du Président GISCARD d'ESTAING.

<sup>6</sup> Parmi ces anciens zéloteurs de Lénine, de Trotski ou de Mao, la lectrice, le lecteur auront sûrement reconnu la dizaine de «Directeurs des consciences» omniprésents dans les médias depuis un bon quart de siècle.

<sup>7</sup> «Les fins de l'antiracisme» Michalon, 1995

<sup>8</sup> Voir point IV.2.A infra; dernier alinéa

***L'existence se déverse dans les esprits tandis qu'un puissant dégoût se répand dans les coeurs. Dans ce brouhaha, dans ce flot d'images et de sons, nous avançons comme un convoi d'âmes en peine. (.....)***

*Les historiens - s'il en existe encore - reconnaîtront comme **un des traits spécifiques de notre époque la tendance à détruire les règles et servitudes de ce que l'on aura appelé «culture» pendant deux millénaires. (.....)***

*Ce qui a été piétiné, excommunié, a été remplacé par une **infraculture**, celle qui irrigue en profondeur la société, qui fait le succès de Marc Lévy et de «Bienvenue chez les Ch'ti's. Une **infraculture**, qui donne du rien à un public qui ne sait plus grand chose et qui se satisfait de ce rien. Cette **déculturnation envahissante** ne pouvait que déboucher sur le primat de l'utilitarisme. **Le critère dominant, sinon le seul, de l'infraculture, pour juger de la beauté, de la qualité des choses, est le succès, c'est-à-dire l'argent. L'argent, pour ceux qui en ont beaucoup ou qui s'en goinfrent, comme pour ceux qui n'en ont pas ou peu, c'est le dénominateur commun de l'infraculture.**»*

(in «Chers imposteurs» de Jean BOTHOREL<sup>9</sup>, Fayard, 2008)

## **C. La nouvelle Education nationale ou l'«infraculture»**

### **a) Considérations générales**

L'état de l'enseignement en France est un terrible et objectif indicateur du délabrement de notre pays ( point n'est besoin de s'attarder ici sur la question de l'**extrême violence** régnant dans de nombreux établissements scolaires, en votre qualité d'élue(e), vous êtes particulièrement bien informé(e) à ce sujet).

Les résultats du programme d'évaluation PISA, lancé par l'OCDE, sont, s'agissant du système d'éducation nationale français, profondément humiliants pour un pays comme le nôtre : 16ème rang en Europe, alors que le ratio personnel éducatif/élèves-étudiants serait le plus élevé au monde ! C'est du reste M. Claude ALLEGRE, ancien ministre de l'éducation nationale qui a lancé le terme «mammouth».

*«**L'école a pour mission première de transmettre l'héritage culturel et les savoirs (.....) le conservatisme est l'essence même de l'éducation**», c'est ce qu'affirmait Hannah ARENDT, auteur célèbre notamment pour son analyse des totalitarismes du XXème siècle (elle avait fui l'Allemagne en 1933).*

*Dans «**La crise de la culture**» (1968), elle met l'accent sur «la crise de l'éducation» **qu'elle attribue aux «dériver» pédagogiques modernes**, et qui est d'abord, selon elle, une crise de l'autorité. Elle se prononce **pour la séparation radicale de l'éducation et de la politique**, dénonce la volonté d'égalitarisme.*

La pertinence de son analyse est abondamment prouvée par l'impressionnante bibliographie qui s'est constituée au cours des 30 dernières années autour du thème de l'effondrement de ce qui était naguère l'un des fleurons de notre pays. Citons entre autres : «Vos enfants ne m'intéressent plus», 1983, suivi de « Voulez-vous vraiment des enfants idiots ? », 1984, de Maurice MASCHINO, professeur de philosophie, ancien marxiste ; «L'enseignement en détresse», 1984, de J. de ROMILLY ; «Défaite de la pensée», 1987, d'Alain FINKIELKRAUT, «**la destruction de l'enseignement élémentaire et ses penseurs**» de Liliane LURCAT, 1998, qui démonte les mécanismes idéologiques à partir desquels certains auteurs ont entrepris, à la fin des années 60, la démolition systématique des bases de l'école primaire ; «**La fabrique du crétin. La mort programmée de l'école**», 2005, de Jean-Paul BRIGHELLI (ancien militant trotskiste, agrégé de Lettres, plus de trente ans d'enseignement), selon qui «pour mettre à genoux ce qui fut un des meilleurs systèmes éducatifs du monde, il a fallu une singulière conjuration **des volontés perverses et de bonnes intentions imbéciles**» ; «Qui a eu cette idée folle un jour de casser l'école ?», de Fanny CAPEL, Ramsay, 2004<sup>10</sup> ; «Autopsie du Mammouth ; l'éducation nationale respire-t-elle encore ?» de Claire MAZERON, 2010.

Pour clore ce qui ressemble bigrement au diagnostic établi par le médecin au chevet d'un individu dont l'état pathologique réclame l'administration d'un remède de cheval, je vous livre un extrait de l'analyse faite en 2005 par Laurent LAFFORGUE, 45 ans, brillant mathématicien, médaille Fields 2002, professeur permanent à l'Institut des hautes études scientifiques (IHES) :

*«**Depuis un an et demi que j'ai commencé à m'intéresser sérieusement à l'état de l'éducation dans notre pays (.....), je suis arrivé à la conclusion que notre système éducatif public est en voie de destruction totale. Cette destruction est le résultat de toutes les politiques et de toutes les réformes menées par tous les gouvernements depuis la fin des années 60. Ces politiques ont été voulues, approuvées, menées et imposées par toutes les instances dirigeantes de l'Education nationale, c.-à-d. en particulier : les experts (.....), les corps d'inspecteurs (recrutés parmi les enseignants les plus dociles et les plus soumis aux dogmes officiels), les directions des administrations centrales (.....), les directions et corps de formateurs des IUFM peuplés des fameux didacticiens et autres spécialistes des soi-disant «sciences de l'éducation», (.....) bref, l'ensemble de la nomenclatura de l'Education nationale. Ces politiques ont été inspirées à tous ces gens par une idéologie qui (.....) mêle la volonté de faire jouer à l'école en priorité d'autres rôles que l'instruction et la transmission du savoir (.....)**»<sup>11</sup>. Cette idéologie s'est emparée également des instances dirigeantes des syndicats majoritaires (.....). Tous ces gens n'ont aujourd'hui qu'un but : dégager leur responsabilité et donc masquer par tous les moyens la réalité du désastre».*

<sup>9</sup> Journaliste, critique littéraire

<sup>10</sup> La page 105 en particulier, vaut le détour ! On y trouve le témoignage d'une stagiaire dans un IUFM...

<sup>11</sup> Pour en savoir plus sur ces «autres rôles», la lecture de «Machiavel pédagogue ou le ministère de la réforme psychologique» de Pascal BERNARDIN, Editions Notre-Dame des Grâces, 1995, est recommandée (pour les coordonnées ad hoc, s'adresser à «la Lettre aux élus» )

Il convient de préciser que M. LAFFORGUE avait été nommé à l'automne 2005 membre du Haut Conseil de l'Education (HCE) ; l'analyse précitée, qu'il avait adressée par courriel confidentiel au président de cette instance, la veille de la première réunion de celle-ci, a été divulguée à l'extérieur du HCE et transmise au ministère de l'Education. Il ne vous surprendra pas que l'on ait exigé de l'intéressé qu'il démissionne du HCE !

### **b) Considérations sur l'enseignement de l'histoire en particulier**

Son dépérissement n'est pas que le simple corollaire de ce qui est évoqué au point qui précède ; qu'on en juge d'après ces recommandations qui émanent de l'OCDE<sup>12</sup> :

*«Les sociétés contemporaines peuvent subsister et fonctionner seulement si la coexistence de cultures différentes y est possible et si les individus peuvent, selon les circonstances, selon leurs besoins, **passer d'une culture à une autre, et même, accéder à plusieurs cultures.** Le **programme d'éducation multiculturelle** prend, à la lumière de cette réflexion, une ampleur, voire une profondeur tout autre, car sa raison d'être ne se justifie plus uniquement par des arguments éthiques (combattre les discriminations produites par le racisme ou l'**ethnocentrisme**) ou juridiques (respecter les droits de l'homme) mais aussi épistémologiques (différencier la manière de penser, les formes de l'intelligibilité et la structure du savoir). Cet enrichissement du dispositif conceptuel permet d'envisager la construction d'une théorie scientifique de l'**éducation multiculturelle** et donc le développement de **programmes d'éducation multiculturelle** fondés sur des bases scientifiques. (.....)»*  
*«L'éducation multiculturelle (.....) ouvre l'accès à d'autres formes de connaissances et à d'autres traditions culturelles, dépositaires de types de savoir différents dans leurs contenus et dans leur structure interne de celui de la tradition scolaire».*

*Il va de soi que cette «éducation multiculturelle» ne saurait se satisfaire de l'enseignement traditionnel de l'histoire : «(.....)**La simple présentation objective des faits serait d'ailleurs probablement insuffisante pour entraîner l'attitude souhaitable (.....)».***

(UNESCO, 4ème conférence des ministres de l'Education ; «Perspectives et tâches»)<sup>13</sup>

La nouvelle du projet de **suppression des cours d'histoire en terminale S**, la voie obligée pour les filières du supérieur les plus exigeantes (c.-à-d. celles d'où devrait sortir l'élite de demain du pays !) a déclenché à juste titre un débat passionné ; mais c'est, en amont, **l'effondrement de la formation des étudiants en histoire, c.-à-d. les professeurs d'histoire de demain**, qui - cela n'a rien d'étonnant compte tenu des recommandations précitées - devrait inspirer les plus vives inquiétudes pour la **transmission de ce qui constitue un élément majeur de notre patrimoine** : des historiens de renom ont dénoncé un système qui aboutit à ce que les étudiants perdent les points de repère spatio-temporels les plus élémentaires et fassent tout sauf de l'histoire, **mais n'est-ce-pas le but recherché ?**

Dans la patrie de Chateaubriand, d'Hugo, de Michelet, l'oubli, pour ne pas dire **le rejet de l'histoire nationale**, contribue à ce que P.-A. TAGUIEFF a joliment appelé **«la disparition de l'avenir»**, en desserrant les liens qui unissaient ceux qui vivent dans la même patrie. **On fabrique ainsi des européens sans mémoire, fermés à la tradition de leurs origines.**

### **D. Dans le domaine artistique**

L'art exprime l'âme d'un peuple ; c'est donc un domaine où la déculturation dénoncée par Jean BOTHEREL, cité plus haut, est particulièrement active. Que l'on songe par exemple aux colonnes de BUREN installées dans la cour du Palais-Royal, dont la restauration va coûter aux contribuables 4 millions d'euros, ou aux «expositions» récentes tant de Jeff KOONS au château de Versailles, que de Ch. BOLTANSKI au grand palais.

40 000 édifices sont en France classés ou inscrits aux monuments historiques et on ne compte pas le nombre d'entre eux qui menacent de tomber en ruine. Combien aurait-on pu en sauver avec les fonds qui vont être affectés à ces colonnes de BUREN qui défigurent un site prestigieux ?

Les deux ouvrages suivants sont consacrés à un certain art contemporain :  
«La grande falsification. L'art contemporain», de Jean-Louis HAROUEL, 2009  
«Manuel de résistance à l'art contemporain», d'Alain PAUCARD, 2009

Par ailleurs, les **musiques ou chansons françaises (comme européennes) traditionnelles** n'ont quasiment plus droit de cité sur les ondes françaises, il suffit, pour s'en convaincre, d'écouter la station «France Inter», qui fonctionne pourtant grâce à l'argent des contribuables.

### **E. Les médias : Information ou manipulation ?**

A l'occasion de la campagne de «communication» précédant le référendum sur le traité de Maastricht (1992), M. Jean-Pierre CHEVENEMENT qui a notamment occupé le poste de ministre de la défense, déplorait l'emploi de **«grands moyens de manipulation des masses»**.

L'aveu qui suit, d'un cynisme tranquillement assumé et qui a fait couler beaucoup d'encre, n'était pas destiné

<sup>12</sup> Citation extraite de «Machiavel pédagogue» voir supra

<sup>13</sup> Citation extraite de «Machiavel pédagogue»

à une telle notoriété. Il figurait dans l'ouvrage «Les dirigeants face au changement» qu'a publié en 2004 Patrick LE LAY, PDG de TF1 (éditions du huitième jour) et qui était en fait destiné au patronat français :

«*A la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple à vendre son produit (.....). Or, pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible.*»<sup>14</sup>

Au cours des dernières années, plusieurs ouvrages ont dénoncé les méthodes de manipulation dont faisait état M. CHEVENEMENT, en donnant force détails **sur la mystification des citoyens opérée par les médias**, notamment lorsque des choix politiques majeurs sont en jeu; en voici une courte sélection :

«Les nouveaux chiens de garde» de Serge HALIMI , 1998, édit. Liber-Raisons d'agir.

«L'empire écologique», de Pascal BERNARDIN, 1998, édit. Notre-Dame des Grâces.

«Désinformation-Flagrant délit» de Vladimir VOLKOFF, 1999, édit. du Rocher.

«L'opinion ça se travaille (Les médias, l'OTAN et la guerre du Kosovo)» de Serge HALIMI<sup>15</sup> et Dominique VIDAL, 2000, édit. Agone.

«La face cachée du Monde - Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir», de Pierre PEAN et Philippe COHEN, 2003, édit. Mille et une nuits.

«Une imposture française» de Nicolas BEAU et Olivier TOSKER, 2006, édit. Les arènes.

«L'imposture climatique», de Claude ALLEGRE (ancien ministre de l'Education nationale), 2010, édit. Plon.

## **F. L'Islam en France**

### a) Une communauté nombreuse

«Le Monde» du 9 février 2010 soulignait que **c'est le Chef de l'Etat** qui, tant à la Chapelle en Vercors, où il intervenait le 12 novembre 2009, que dans une tribune de ce quotidien, le 9 décembre 2009, **«avait lui-même centré la question de l'identité nationale autour de l'islam»**.

**Comme l'ont confirmé dernièrement tant ce quotidien, que M. X. DARCOS**, précédent ministre de l'Education nationale (qui ajoutait sur la station de radio France Inter, que c'était «une chance pour la France», **la France est le pays européen qui compte le plus grand nombre de musulmans**. En l'absence de données officielles, certaines voix, sur base de différentes évaluations croisées avancent le chiffre d'environ 10.000.000 de personnes adeptes de cette religion.<sup>16</sup>

Cette communauté s'accroît tant par son propre dynamisme démographique que par l'arrivée chaque année d'environ 100.000 immigrants nouveaux, selon les chiffres du ministère de l'intérieur, qui sont majoritairement musulmans, et auxquels il faut ajouter une partie des immigrants illégaux<sup>17</sup>, par nature indénombrables. Il est évident que pour ces derniers, en vertu du droit du sol en vigueur en France, la naissance d'enfants sur le territoire français offre la garantie de demeurer sur ledit territoire.

C'est l'immigration extra-européenne et elle seule, qui explique l'augmentation de la population résidant sur le territoire français, puisque le taux de fécondité des femmes résidant en France reste en moyenne plafonné autour de 1,9 (2,1 étant le taux minimal pour assurer le renouvellement des générations).

### b) Une conception différente de la société

Interrogé dans le n° 2991 de l'hebdomadaire «l'Express» du 5/11/08 sur son livre intitulé «Le choc Jésus-Mahomet», qui venait d'être publié chez Lattès, le journaliste Christian MAKARIAN mettait en relief les profondes divergences, voire le fossé, qui sépare Ancien et Nouveau Testament, d'une part, et Coran, d'autre part, où la notion de violence, notamment contre juifs et chrétiens, est très présente.

Voici l'extrait d'un poème d'un certain GOKALP qu'aime à répéter dans ses discours à usage interne, M. Recep ERDOGAN, islamiste, premier ministre de Turquie<sup>18</sup> : «Les mosquées sont nos casernes, les minarets nos baïonnettes, les dômes sont nos casques, les croyants sont nos soldats».

Envahisseurs venus des steppes eurasiennes, les turcs s'emparèrent d'immenses étendues de territoires y compris de l'empire byzantin chrétien dont la capitale, Constantinople, tomba finalement le 29 mai 1453. Mehmed II fit circuler la tête de l'empereur Constantin XI dans le pays pour confirmer la nouvelle et la basilique Sainte-Sophie fut transformée en mosquée...

L'empire ottoman a failli à plusieurs reprises se rendre maître de l'Europe s'il ne s'était heurté à la résistance inattendue de quelques forces européennes : lors du siège de **Vienne** (1529), de **Malte** (1565)<sup>19</sup>, à la bataille navale de **Lépante** (1571) et enfin, lors du nouveau siège de **Vienne** (1683) ; sans ces victoires aussi décisives

<sup>14</sup> Cité notamment dans « On achète bien les cerveaux - La publicité et les médias » de Marie BENILDE, 2008, édit. Raisons d'agir

<sup>15</sup> Devenu entre-temps directeur du «Monde diplomatique»

<sup>16</sup> Ce qui correspond aux projections faites en 1985 par une équipe dirigée par Gérard François DUMONT, Président de l'Institut de démographie politique, publiées notamment dans «le Figaro Magazine» n° 312 du 26/10/85 dont un titre en première de couverture se lisait ainsi : «Dossier Immigration. Serons-nous encore français ?»

<sup>17</sup> «Selon les données émanant du ministère de l'Intérieur, reprises dans «le FIGARO» du 12 février dernier, il y aurait eu en France en 2009 72.000 gardes à vue pour «immigration illégale»

<sup>18</sup> La construction de lieux de cultes chrétiens est rigoureusement interdite en Turquie; dans ce territoire où la population était essentiellement chrétienne avant l'invasion ottomane, les musulmans représentent aujourd'hui plus de 99,9 % de la population (agence France Presse)

Pour mémoire, tous les pays riverains de la Méditerranée étaient chrétiens : Egypte, Syrie etc... l'Afrique du Nord comptait 617 diocèses; le berbère St Augustin, l'un des plus brillants intellectuels de son temps, compte parmi les Pères de l'Eglise catholique et romaine.

<sup>19</sup> Les assiégés étaient commandés par le Grand Maître des chevaliers de St Jean, le gascon Jean PARISOT de la VALETTE, 71 ans

qu'inespérées, la plupart des historiens considèrent que l'Europe serait tombée sous le joug de l'empire ottoman, dont l'historien britannique Paul COLES nous dit : «*Malgré tout son faste et son appareil, l'empire des sultans ottomans resta, sur un point important, toujours fidèle aux buts des expéditions de brigands déguenillés qui avaient été son point de départ : il était organisé pour le pillage et il subsistait par le pillage (.....). Il fallait repousser les frontières si l'on voulait disposer de quantités suffisantes de terres, donc piller davantage. En second lieu, il était possible d'assembler une armée constituée d'esclaves (.....). Il s'agissait là d'un système en circuit fermé où tout dépendait d'une réserve inépuisable d'esclaves, de butin et de terres.*»<sup>20</sup>

Dernièrement, en visite officielle dans ce pays, le Président OBAMA, dont le père était musulman, a lourdement insisté sur le fait que la Turquie avait vocation à entrer dans l'U.E. ; c'est ce que nous répètent certains de nos hommes politiques...

«*Le minaret est toute autre chose qu'un simple ajout dans l'architecture de la mosquée. C'est la manifestation visible et triomphante de l'islam, religion qui estime être la dernière et la seule vraie religion.*»

«*La seule religion, aux yeux d'Allah (dieu des musulmans), c'est l'islam*» dit le Coran (sourate 3, «La famille d'Imran», verset 19 (.....). Et ce n'est pas un hasard si, dans le droit musulman (fiqh) (qui est la jurisprudence de la loi islamique - charia), **il est interdit que les églises dépassent en hauteur les mosquées. Elles doivent rester modestes et discrètes.**»

(Extrait d'un article d'Anne-Marie DELCAMBRE, docteur en islamologie, paru dans «Valeurs actuelles» du 10/12/2009)

**En France, oui en France, pas au Pakistan, le professeur agrégé de philosophie Robert REDEKER a fait l'objet de plusieurs appels au meurtre<sup>21</sup> et a été obligé de changer de domicile puis de quitter l'Education nationale** après avoir publié dans «Le Figaro» du 19 septembre 2006 **un article portant sur l'islam, comportant une brève biographie de Mahomet son fondateur.** Cet article n'avait absolument aucun caractère insultant mais l'intéressé avait - c'est apparemment le casus belli - commis l'irréparable tort de ne pas verser dans l'hagiographie de mise lorsque l'on évoque la vie du prophète.

Dans cet article, M. REDEKER constatait notamment que « L'islam essaie d'imposer à l'Europe ses règles : ouverture des piscines à certaines heures exclusivement aux femmes<sup>22</sup>, interdiction de caricaturer cette religion<sup>23</sup> ; **exigence d'un traitement diététique particulier pour les enfants musulmans dans les cantines<sup>24</sup>** ; combat pour le **port du voile à l'école** ; accusation d'islamophobie contre les esprits libres».

Dans un article paru le 5 octobre 2006 dans le même quotidien, la philosophe Chantal DELSOL réagissait ainsi contre l'absence de réaction des instances représentatives musulmanes en France :

«*...Je m'étonne de ne pas voir les autorités musulmanes de notre pays s'indigner les premières et voler au secours du banni. Il y a des silences qui sont des acquiescements.*»

Le maire de Marseille, après avoir fait le point sur la politique sociale de sa ville à l'égard de la communauté musulmane (1/4 de la population selon les chiffres officiels, ndlr) est revenu sur la rencontre de football Egypte-Algérie mi-novembre : «*Nous voulons aussi la réciprocité. Nous nous réjouissons que les musulmans soient heureux du match sauf que quand ils déferlent à 15000 ou à 20000 sur la Canebière, il n'y a que le drapeau algérien et il n'y a pas le drapeau français, cela ne nous plaît pas.*» (Extrait du «Figaro» du 18 janvier 2010). Il convient de préciser que ces manifestations ont donné lieu à des scènes de violence dans diverses villes de France).

A la lumière de ce qui précède, on peut avancer, sans être prophète, que si un changement radical d'approche à l'égard de cette question n'est pas rapidement amorcé, notre pays connaîtra inexorablement le sort dépeint de façon prémonitoire, en 1973, par Jean RASPAIL, dans «Le camp des saints», édit. Robert Laffont

Ce serait par ailleurs faire un mauvais procès que d'accuser de racisme et de xénophobie ceux, nombreux en France, comme chez nos voisins européens, qui montrent l'incompatibilité entre l'Islam, quand il n'occupe pas une place marginale, et notre société.

## 2. VENANT DE L'EXTERIEUR

### A. Pressions pour l'accueil de populations extra-européennes

Selon son rapport de 2002 qui a fait l'objet d'une large médiatisation et a provoqué la perplexité de nombreux hommes et femmes politiques européens, la Direction générale «Population» de l'ONU chiffrait à environ **150 millions la masse d'immigrés dont l'Europe aurait, d'après ses experts, besoin pour couvrir ses besoins de main-d'oeuvre à moyen et long terme.**<sup>25</sup>

<sup>20</sup> in «La guerre contre les turcs», 1969, Flammarion

<sup>21</sup> Messages sur internet avec photo de l'intéressé, son adresse; plan de rue etc...

<sup>22</sup> C'est le cas à Lille

<sup>23</sup> Les danois en savent quelque chose...

<sup>24</sup> «Cf Tollé au sujet de certains restaurants de la chaîne «QUICK» qui ne servent plus que de la viande hallal (Pratique selon laquelle l'animal n'est pas préalablement étourdi avant d'être saigné et qui de surcroît donne lieu à la perception d'un droit par le culte musulman)»

<sup>25</sup> Manifestation quelque peu paradoxale d'intérêt pour le devenir humain de l'Europe de la part d'une organisation qui, dans le tiers monde, subventionne très généreusement de vastes programmes de limitation des naissances !



Les grands esprits se rencontrent. M. Jacques ATTALI<sup>26</sup>, est sur la même longueur d'onde :

*«Il faudra accepter le principe de l'entrée sur le territoire (français) de plusieurs centaines de milliers d'étrangers par an, et pas seulement d'étrangers détenant des diplômes. Pour réussir leur intégration, il faudra lancer une ambitieuse politique scolaire, culturelle et urbaine. Il faudra faire du logement social une priorité ; mettre en oeuvre, en faveur des minorités dites visibles, une discrimination positive temporaire de sept ans (.....)».*

(extrait de «Une brève histoire de l'avenir» (pe 418), Fayard, 2007)

Il n'est peut-être pas sans intérêt de citer d'autres passages de cet ouvrage :

*«L'Union européenne, avant-garde de l'hyperdémocratie, deviendra une nation d'un genre nouveau, allant sans doute un jour jusqu'à la Turquie et la Russie. C'est là que les conditions d'un équilibre entre marché et démocratie seront les mieux réunies. C'est en Europe que commencera l'hyperdémocratie.*

*A l'échelle mondiale devront être créées, seront créées, de nouvelles institutions (.....) une Constitution de la planète reprendra, en l'élargissant la Charte actuelle des Nations unies (pe 377) (.....)*

*Ce Parlement planétaire lèvera des impôts planétaires (.....)*

*Le Conseil de sécurité servira d'organe de contrôle d'un gouvernement planétaire (.....)*

*Ce gouvernement planétaire (.....) dictera des normes sociales, tel le principe du meilleur régime social mondial (.....) Il se donnera les moyens de les faire respecter. (pe 378) (.....)*

*Ce gouvernement planétaire se donnera les moyens militaires de lutter contre les mafias (.....) et les attaques (accidentelles, terroristes ou militaires) (.....)*

*(.....) pour appuyer ce gouvernement mondial, de nouvelles instances de contrôle, de défense et de régulation se mettront en place (.....) un Tribunal pénal planétaire assurera la compatibilité des jurisprudences élaborées dans chaque continent et jugera les principaux pirates (pe 379) (.....)».*

Ces futures «instances planétaires de contrôle (...), de régulation» devraient ravir à n'en point douter les français et... tout particulièrement **nos compatriotes, exploitants agricoles**<sup>27</sup>, qui, au palmarès national des **catégories socio-professionnelles les plus touchées par le suicide**, ont le privilège d' occuper, depuis des années, la première place !

*«La souveraineté des Etats n'est pas absolue. Par contre, il y a un droit absolu de rechercher l'asile ...».* C'est ce qu'a déclaré le 4 février dernier à Bruxelles le suédois Thomas HAMMARBERG, commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe<sup>28</sup>. Il y était venu, comme l'indique le quotidien «Le Soir», de Bruxelles, pour poursuivre sa campagne contre «la criminalisation des migrations en Europe». **Dans quatre pays de l'UE, le fait d'être sans papiers est «criminalisé» : en Allemagne, Grèce, Italie et au Royaume-Uni.**

Ce commissaire aux droits de l'homme, qui fonde son action sur la Convention européenne des droits de l'homme, est formel : «Ce texte s'applique à tout le monde sur le territoire des 47 Etats-membres».

Interrogé sur les propos du Président BERLUSCONI qui accuse les immigrants de faire flamber la criminalité, il répond notamment que «les chiffres d'Eurostat disent le contraire».

Au détour de son plaidoyer, M. HAMMARBERG a souligné la nécessité de **ne plus parler «d'immigrants illégaux» mais a préconisé l'emploi des termes «migrants irréguliers» ou «sans-papiers»; c'est, a-t-il précisé «plus neutre et moins stigmatisant»**<sup>29</sup>. Le dernier numéro (du 1/3/2010) de l'hebdomadaire américain «Newsweek» enfonce le clou avec ce titre en couverture : «Europe's choice» (Le choix à faire par l'Europe) et le commentaire qui suit : «Si l'Europe n'opte pas pour une immigration massive, elle sera vouée au déclin».

## **B. Rééducation**

*«Tant qu'une génération n'aura pas reçu les enseignements d'un curriculum international standard, tous raisonneront dans les vieux cadres mentaux qui, à terme sont fatals à l'humanité.*

*Ainsi, nous souhaitons recevoir l'agrément volontaire des différents partenaires de l'éducation, familles, organisations professionnelles, associations religieuses et culturelles, administrations et armée. Pour le bien de tous, nous souhaitons recevoir leur soutien de l'internationalisation et de la standardisation de l'éducation».*

(UNESCO; International symposium and round table; «Qualities required of education today...», p. 40 et 42).

*«Nous entrons dans le vingt et unième siècle . Le défi auquel l'éducation doit faire face est sévère et global (.....) celui qui contrôlera l'éducation aura l'initiative. Le concept d'éducation sera encore renouvelé. L'éducation sera permanente ; la société dans son ensemble y sera attentive (.....) l'éducation formant un réseau traversant la société dans son ensemble.»*

(UNESCO ; International symposium and round table ; «Qualities required of education today...» ; Final report ; p. III 21)

## **C. L'avenir de la langue française ?**

*«L'une des questions qui doivent être examinées est celle du développement d'une langue internationale pour une telle société globale»<sup>30</sup>, qui renforce et promeuve une culture internationale. L'UNESCO devrait*

<sup>26</sup> Entre autres, ancien conseiller du Président MITTERRAND ; chargé en 2008 par le Président SARKOZY de présider la «Commission pour la libération de la croissance française» ; Fin février dernier, M. ATTALI a été chargé par ce dernier de réactiver cette commission pour faciliter la sortie de crise.

<sup>27</sup> Selon le quotidien «Libération» du 27 février dernier, leur pouvoir d'achat a chuté de 34% en 2009

<sup>28</sup> Voir note 17 supra

<sup>29</sup> Voir note 5, supra

<sup>30</sup> L'anglais «global» signifie mondial, planétaire

consacrer une étude particulière à ce sujet».

(UNESCO; International symposium and round table; «Qualities required of education today ...», p. II 8).

*«Ne voyez-vous pas que le véritable but de la novlangue est de restreindre les limites de la pensée ? A la fin, nous rendrons littéralement impossible le crime par la pensée car il n'y aura plus de mots pour l'exprimer. (.....) Chaque année, de moins en moins de mots, et le champ de la conscience de plus en plus restreint (.....).*

*La révolution sera complète quand le langage sera parfait.»* (in «1984» de G. ORWELL)

## V. QUE PEUVENT ET DEVRAIENT FAIRE LES ELUS LOCAUX SOUCIEUX DU BIEN COMMUN ?

D'abord, **être conscients de l'extrême gravité de la situation**. Un bon diagnostic de la maladie permettant d'opérer le choix adéquat de la thérapie.

Choisis par une majorité de citoyens, les élus possèdent la légitimité pour exercer courageusement les droits que leurs confèrent leurs mandats électifs.

Ils peuvent, faut-il le rappeler, **ne pas subventionner des associations** ou des groupements dont les objectifs déclarés ou avérés sont **attentatoires à l'identité nationale**.

Ils devraient également tout mettre en oeuvre pour la **sauvegarde et l'entretien du patrimoine culturel tant profane que religieux de leur commune** ; lequel comprend également des oratoires et des croix, si souvent dans un triste état quand ils ne sont pas carrément démolis lors de l'élargissement d'une route ou de la création d'un rond-point; or, rien n'est anodin, tout est symbole : pour des individus déracinés, cet état d'abandon - de même que l'abandon des fêtes traditionnelles de la commune ou du pays, qu'elles aient eu un caractère religieux ou profane - équivaut **au reniement de tout un passé** dont ils rejettent pêle-mêle le dévôt St Louis mais aussi, il ne faut pas se leurrer, le patriote athée CLEMENCEAU. Dans cette optique, il est de la plus haute importance d'alerter par tous moyens appropriés les médias et les pouvoirs publics sur les profanations de cimetières ou de lieux de culte ; Celles-ci sont généralement passées sous silence lorsque ce sont des symboles chrétiens qui sont visés.

Il est non moins capital de veiller au respect du drapeau et de l'hymne national, comme de tout autre symbole de la communauté nationale.

Ils doivent enfin se convaincre, en songeant notamment à ce qui s'est passé en Europe de l'Est à la fin du siècle dernier, que rien n'est jamais perdu.

## VI. CONCLUSION

Ecrivant au lendemain de la défaite stupéfiante de Sedan son célèbre essai «La réforme intellectuelle et morale de la France» (1871), Ernest RENAN décrivait l'état dans lequel était tombée la France de son temps : «le pays s'enfonçait dans un matérialisme hideux (...) Tout se perdait dans une mollesse générale ...» Cela ne vous rappellerait-il rien ?

Beaucoup de facteurs, nous venons de le voir, contribuent conjointement à **l'effacement, pour ne pas dire à l'éradication pure et simple du sentiment d'appartenance, par le même héritage culturel et spirituel, à une communauté** et donc à la perte à terme - à court terme ? - de notre identité nationale; et c'est d'ailleurs **un leurre que de prétendre oeuvrer pour la cohésion sociale tout en laissant dépérir tout ce qui fait la matrice de l'identité nationale**.

L'identité de la France serait-elle condamnée à disparaître ?

Je ne le crois pas et je pense que vous n'y croyez pas davantage. Nous savons qu'au cours des siècles, à plusieurs reprises, la préservation de notre indépendance et par là même de notre culture et de notre langue, n'a tenu qu'à un fil, auquel, du reste, beaucoup ne croyaient même plus.

A nous de montrer, suivant l'exemple de ceux qui nous ont précédé sur ce territoire pour lequel ils ont abondamment sué et saigné, que nous sommes, nous aussi, capables de relever ce défi en oeuvrant chacun et chacune à notre place, pour la préservation de notre identité nationale.

*«Ce que notre époque offre de radical, c'est la fraîcheur de l'ignorance et le goût candide de la table rase. Une appropriation ludique, voire infantile de l'histoire, rompt avec une tradition éprise de vérités plus ou moins factuelles, archivées et vérifiées. Dans les ruines d'une chronologie défunte, une mémoire affective, émotive, confisque l'histoire pour l'asservir à ses caprices. Pour comble, voici que des politiques se ruent sur les plate-bandes des historiens. Leurs lois ont la prétention folache de dicter «la mémoire» qui nous convient : lois GAYSSOT, TAUBIRA, motions sur la colonisation française ou le génocide arménien... autant d'égarements byzantins ! Faute de contrôler ce qui les regarde, nos parlementaires délibèrent sur ce qui ne les regarde pas.»*

(Extrait de l'éditorial de Claude IMBERT, rédacteur en chef dans «Le Point» du 1/6/2006)



La lettre aux élus  
17, rue des Chasseurs  
95100 - Argenteuil

☎ 01.34.11.16.94  
Envoi : 40 000 exemplaires  
[www.lalettreauxelus.com](http://www.lalettreauxelus.com)